

**INSTRUCTION N° 003 AUX COOPERATIVES
D'EPARGNE ET DE CREDIT AINSI QU'AUX INSTITUTIONS
DE MICRO FINANCE RELATIVE A LA CLASSIFICATION
ET AU PROVISIONNEMENT DES CREDITS**

La Banque Centrale du Congo,

Vu la Loi n° 005/2002 du 07 mai 2002 relative à la constitution, à l'organisation et au fonctionnement de la Banque Centrale du Congo, spécialement en son article 6 ;

Vu la Loi n° 003/2002 du 02 février 2002 relative à l'activité et au contrôle des Etablissements de Crédit, spécialement en son Titre III ;

Vu la Loi n° 002/2002 du 02 février 2002 portant dispositions applicables aux Coopératives d'Epargne et de Crédit, spécialement en ses articles 58 à 61 ;

Vu l'Instruction n° 1 aux Institutions de Micro Finance telle que modifiée le 18 décembre 2005 ;

Arrête les dispositions suivantes en matière de classification et de provisionnement des crédits.

Article 1^{er}

Les assujettis à la présente Instruction sont :

- les Coopératives d'Epargne et de Crédit ;
- les Institutions de Micro Finance.

Article 2

Les crédits sont catégorisés en deux groupes, à savoir :

- les crédits sains ;
- les crédits litigieux.

Article 3

Les crédits sains sont ceux qui n'ont aucune échéance en retard de paiement.

INSTRUCTION No. 003 THE COOPERATIVE SAVINGS AND CREDIT INSTITUTIONS AND FOR MICRO FINANCE ON THE CLASSIFICATION AND FUNDING CREDITS

The Central Bank of Congo,

Pursuant to Law No. 005/2002 of 7 May 2002 on the constitution, organization and operation of the Central Bank of Congo, especially in Article 6;

Pursuant to Law No. 003/2002 of 2 February 2002 on the activities and supervision of Credit Institutions, especially in Title III;

Pursuant to Law No. 002/2002 of 2 February 2002 provisions for Savings and Credit Cooperatives, especially in its Articles 58 to 61;

Vu Instruction No. 1 to Micro Finance Institutions as amended December 18, 2005;

.Stop the following provisions on classification and provisioning appropriations

Article 1

The covered by this Instruction are:

- Savings and Credit Cooperatives-

the Micro Finance Institutions appropriations.

Article 2

The are categorized into two groups, namely:

performing loans

...loans contentious

Article

3 performing loans are those that have no due date in arrears

Article 4

Les crédits litigieux sont ceux dont le recouvrement ne peut pas se réaliser conformément aux conditions contractuelles initiales du fait de la défaillance certaine des bénéficiaires et ce, même assortis de garanties.

Ils comprennent :

- les crédits prorogés ;
- les crédits impayés ;
- les crédits douteux ;
- les crédits contentieux ;
- les crédits irrécupérables.

Article 5

Les crédits prorogés sont ceux dont les échéances ont été modifiées à la demande d'un membre ou client et ce, avant ou après l'échéance.

La prorogation d'un crédit n'est autorisée qu'une seule fois.

Il est interdit aux assujettis d'accorder aux membres ou clients un nouveau crédit servant à rembourser totalement ou partiellement un crédit en retard.

Article 6

Les crédits sont réputés impayés lorsqu'une échéance au moins est en retard de paiement pendant un (1) jour ou plus.

Sont assimilés aux crédits impayés, les crédits sains en cours consentis aux membres ou clients ayant dans le même établissement un crédit litigieux.

Article 7

Les crédits douteux sont des créances de toute nature, même assorties de garanties, qui représentent un risque de non recouvrement total ou partiel à partir du 31^{ème} jour.

Les comptes courants débiteurs sans aucun mouvement créditeur significatif de plus de 30 jours sont inclus dans les crédits douteux.

Article 8

Les crédits contentieux sont des créances impayées dont les dossiers font l'objet d'une résolution à l'amiable ou en justice.

Article 4

The disputed loans are those for which recovery can not be realized in accordance with the original contractual terms due to the failure of certain beneficiaries, even with guarantees-.

They include:

the extended credits

-delinquent loans

-doubtful loans

-litigation credits

-unrecoverable loans.

Article 5

The extended loans are those whose deadlines have been changed at the request of a member or customer and before or after the deadline.

The extension of credit is permitted only time.

It is forbidden to subject to grant members or clients a new loan used to pay fully or partially credit overdue.

Article 6

The credits are deemed unpaid when due at least is in arrears for one (1) day or more.

Includes any unpaid loans, performing loans being granted to members or guests in the same establishment a disputed credit.

Article 7

Impaired loans are debts of any kind, even with guarantees, which represent a risk of total or partial recovery from the 31st day.

The current accounts without any significant credit movement of more than 30 days are included in doubtful loans.

Article 8

Disputes credits are outstanding receivables whose records are the object an amicable settlement or in court

-.02

Article 9

Les crédits irrécupérables sont des créances irrécouvrables de plus de 12 mois.

Article 10

Les crédits irrécupérables sont comptabilisés en perte lors de la clôture du bilan au 31 décembre et suivis en hors bilan.

Article 11

Les intérêts non réglés sur les crédits litigieux sont suivis en hors bilan.

Ils sont enregistrés dans le compte des produits que lorsqu'ils sont effectivement perçus.

Article 12

Les crédits litigieux font l'objet de provisions à constituer chaque mois.

Le montant de la provision sur les crédits litigieux est déterminé comme suit :

- 1 à 30 jours de retard : 5 % du capital restant dû ;
- 31 à 60 jours de retard : 25 % du capital restant dû ;
- 61 à 90 jours de retard : 50 % du capital restant dû ;
- 91 à 180 jours de retard : 75 % du capital restant dû ;
- Plus de 180 jours de retard : 100 % du capital restant dû.

Les crédits prorogés sont provisionnés comme des crédits litigieux à compter de leur échéancier initial.

Article 13

Les écritures comptables des crédits, de la dotation et de la reprise des provisions sont définies par le Plan Comptable des Coopératives d'Epargne et de Crédit ainsi que des Institutions de Micro Finance.

La Banque Centrale du Congo peut imposer toute provision ou passation en perte additionnelle lorsqu'elle l'estime nécessaire.

Article 9

-.The credits are unrecoverable bad debts of more than 12 months

Article 10

Sunk credits are recognized loss on the balance sheet at 31 December and followed off balance sheet.

Article 11

The outstanding interest on disputed loans are followed in off balance sheet.

They are recorded in the account of income only when actually received.

Article 12

The disputed loans are subject to provisions to be made each . month

The amount of the provision for disputed loans is determined as follows:

- 1 to 30 days late: 5% of the outstanding capital;
- 31-60 days late: 25% of the outstanding capital;
- 61-90 days of delay: 50% of the outstanding capital;
- 91 to 180 days late 75% of the outstanding capital;
- More than 180 days overdue. 100% of the outstanding capital

The extended credits are accrued as of the disputed credits from their original schedule.

Article 13

The accounting entries credits, staffing and recovery of provisions are defined by the Accounting Plan of Savings and Credit Cooperatives and the Micro Finance Institutions.

The Central Bank of Congo may impose any provision or procurement in additional loss as it deems necessary.

- 03 -

Article 14

Les assujettis qui ne respectent pas le niveau de provisionnement ainsi déterminé sont passibles d'une pénalité mensuelle égale à 1% de l'insuffisance entre le niveau requis et le niveau constaté à la fin de chaque mois.

Les pénalités prévues au présent article entrent en vigueur au 01 janvier 2013.

Article 15

Tout manquement aux dispositions de la présente Instruction entraîne l'application des sanctions prévues par les dispositions légales et réglementaires en la matière.

Article 16

La présente Instruction entre en vigueur à la date de sa signature.

Fait à Kinshasa, le 14 avril 2012



J-C. MASANGU MULONGO
Gouverneur

Article 14

Taxpayers that do not meet the funding level so determined are subject to a monthly penalty equal to 1% of inadequate between the required level and the level recorded at the end of each month.

The penalties provided for in this section come into force on 01 January 2013.

Article 15

Any breach of the provisions of this Instruction entails application of sanctions under legal provisions and regulations on the matter.

Article 16

This Instruction shall enter into force on the date of its signature.

Done at Kinshasa, April 14, 2012

BC. MASANGU MULONGO Governor